

DSP « SILLAGES » AVENANT N°2 TRANSPORTS URBAINS ET SCOLAIRES

Paul Euzière

Président du groupe "Grasse à Tous-Ensemble et Autrement"

Cet avenant n'est pas anodin : il porte sur **un montant de plus de 19 millions €** (19 172 000 €). CE qui représente **une augmentation de 20,34%** du contrat de la Délégation de Service Public passé avec Marfina-Moventis.

20,34% d'augmentation d'un contrat, c'est une somme.

Sur 10 ans, une augmentation de près de deux millions par an.

La première remarque que nous faisons est que modifier de plus de 20% à la hausse un contrat qui a été voté il y a 8 mois et qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier de cette année amène à s'interroger :

- **cette annexe 2 mentionne la mise en service de nouvelles lignes, mais aussi le rétablissement de plusieurs lignes qui existaient auparavant** dans le marché passé avec Transdev qui ont donc été supprimées dans l'appel d'offres et que l'on rétablit maintenant.

Comment peut-on expliquer cela ?

Ces lignes existaient et étaient utilisées, la preuve en est qu'elles sont rétablies par cet avenant.

Pourquoi ont-elles été supprimées ?

Comment le cahier des charges de l'appel d'offres de la Délégation de Service Public a-t-il été établi ?

Ce qui conduit à **une autre question qui porte sur l'attribution du marché lui-même.**

En effet, lors du vote du contrat de DSP avec Marfina-Moventis, le 22 septembre 2022 –délibération 138- M. le Président de la CAPG expliquait que « le choix de Marfina s'est fait en fonction de la valeur économique et financière de l'offre, de la qualité du service proposé aux usagers, de la pertinence des moyens humains et des matériels affectés ».

Quant au vice-président chargé des Transports, M. Serra, il ajoutait qu'il « fallait donc faire en sorte que l'ensemble des lignes ne soient pas perturbées, ni supprimées et qu'on puisse faire répondre à cette attente des populations tout en respectant une contrainte budgétaire ».

On a donc attribué le marché à l'entreprise Marfina en fonction de « la valeur économique et financière de l'offre » et « en respectant une contrainte budgétaire ».

Le marché était chiffré et passé avec Marfina à **113 millions €**.

Or, nous avons maintenant une délibération qui fait état de « *plusieurs insatisfactions des usagers* » et « *des insuffisances dans l'offre de transport urbain et scolaire proposé aux habitants* ».

Et pour corriger tout cela, il nous est proposé un avenant de plus de 19 millions €, moins d'un an après la signature de la DSP.

En clair, **pour répondre aux besoins tels qu'ils sont définis dans cet avenant, il aurait fallu que l'Appel d'Offres initial portât sur 132 millions et non sur 113.**

En supprimant des lignes pour les rétablir maintenant, on a **sous-évalué financièrement le coût des transports publics dans notre Agglomération.**

En même temps, cela a peut-être conduit des entreprises qui auraient pu soumissionner à 132 millions mais qui ont jugé impossible les conditions du cahier des charges à 113 millions.